

COLLECTIF TOUS UNIS POUR LA NUTRITION AU NIGER

(TUN)

**Forum de la société civile pour le renforcement de la  
nutrition au Niger**



Septembre 2015

## Rapport de synthèse

### Introduction

Le Jeudi 10 Juin 2015, le collectif Tous Unis en Faveur de la Nutrition TUN a organisé un forum dans l'enceinte de l'Hôtel Univers, dans la perspective de créer un cadre d'échange entre les différentes structures sur la thématique de la nutrition et de faire un plaidoyer pour un plus grand engagement de la société civile dans le renforcement de la nutrition au Niger. Ce forum intitulé : « Forum de la société civile pour le renforcement de la nutrition au Niger » a vu la participation de toutes les organisations membres du collectif, de plusieurs ONG internationales partenaires du Collectif des représentants de la FAO, du PAM, de l'UNICEF ainsi que les représentants des ministères sectoriels..etc. L'esprit de ce forum est, comme mentionné plus haut, le partage d'expériences sur les activités de nutrition mise en œuvre par les différentes structures membres. Plus concrètement, il s'agit de permettre aux participants de s'enrichir mutuellement sur les méthodes d'approches mises en application par chaque structure œuvrant dans le secteur de la nutrition ainsi que les résultats auxquels celles-ci ont abouti. Cette dynamique s'inscrit dans la philosophie du Collectif qui œuvre inlassablement pour la création d'une synergie d'action dans le combat pour une meilleure nutrition. Le partage des connaissances sur des paquets d'activités menés par chaque ONG membre, permettra sans nul doute d'engager une logique beaucoup plus cohérente.

#### I. Cérémonie d'ouverture :



Cérémonie d'ouverture

Présidée par le secrétaire général du Ministère de la santé publique, elle a vu la participation de plusieurs personnalités, à savoir :

- Le représentant du PAM, FAO et UNICEF

- Les représentants de l'UNICEF, de la FAO et du PAM,
- Les représentants de la Direction de la Nutrition,
- Les ONG internationales,
- Les représentants des Etudiant de la faculté de Médecine
- Les représentants des Institutions de formation en Santé et nutrition,
- -Le représentant du réseau des journalistes,
- Les représentants des ONG et Associations membres du collectif TUN,

La cérémonie d'ouverture a débuté par le mot du coordonnateur du collectif et du secrétaire général du Ministère de la santé qui ont d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants pour l'intérêt manifeste porté audit forum, avant d'évoquer la nécessité pour la société civile de s'engager au côté des autorités pour un plaidoyer fort en faveur des financements de la nutrition .

S'en est suivi ensuite l'allocution d'ouverture du SG du Ministère de la Santé Publique qui a salué, de vive voix, le collectif TUN pour son ferme engagement à œuvrer en faveur d'une meilleure nutrition au Niger tout en demandant aux ONG de ne ménager aucun effort dans le combat contre le fléau de la malnutrition. Aussi, il n'a pas manqué d'appelé les participants de s'impliquer pleinement dans les travaux afin de profiter de cette grande opportunité qui leur a été offerte.

## **II. Présentations :**

La première présentation a été celle du coordinateur du PROTECSO. Monsieur Idé Moumouni Djermakoye a brossé les différentes actions et offensives menées par son organisation afin de créer un cadre adéquat de protection sociale au Niger. Le PROCTECSO a-t-il souligné a participé à plusieurs conférences sous-régionales entrant dans le cadre de la mise en place de la plate-forme africaine qui vise a dégagé une politique nationale de protection sociale articulée autour de cinq axes : la sécurité alimentaire, le travail décent/sécurité sociale, la mise en place d'une infrastructure convenable pour la population, la réduction de la vulnérabilité et la mise en place d'un cadre législatif réglementaire. Dans le même esprit, il a appelé à une mise en cohérence des politiques nationales, et la mise en place d'une nouvelle approche ciblage qui nous permettra de créer une synergie d'action et d'agir à propos tout en misant sur le potentiel humain jusque là inexploité. Il a enfin indiqué l'impérieuse nécessité de décentraliser les initiatives d'action contre la malnutrition en élargissant les activités dans les communes de l'intérieur du pays sans discrimination. Mais pour réaliser une meilleure nutrition, estime-t-il, les organisations se doivent de prendre en compte les

variables culturelles et d'engager aussi un plaidoyer pour un changement des habitudes alimentaires.

La deuxième présentation a été faite par le représentant d'ACF-Action Contre la Faim-. L'exposé certes bref mais clair et enrichissant s'est articulé sur les axes d'interventions de l'organisation et un rappel sommaire de quelques résultats enregistrés dans la lutte pour la nutrition. Le présentateur a, à cet effet, mentionné que L'ONG ACF intervient dans trois régions du Niger notamment Diffa, Tahoua et Zinder. Les actions menées par ladite ONG se focalisent sur la nutrition, la sécurité alimentaire, l'urgence alimentaire et le plaidoyer. Dans le cadre de la lutte contre la nutrition, elle intervient dans la prise en charge et la prévention.

Plus spécifiquement, dans le cadre de sa collaboration avec le collectif TUN, ACF a intervenu dans le Réseau des Champions pour la Nutrition, qui s'est fixé l'objectif d'amener le pouvoir public d'agir vigoureusement dans le secteur de la nutrition à travers le renforcement de l'enveloppe budgétaire.

Le représentant de BEFEN ALIMA, Dr Sayadi Sani a également entretenu l'auditoire sur la variété d'activités entreprises par ladite ONG. En effet, faut-il le mentionner, BEFEN est une ONG nationale qui gère des projets communs avec l'ONG française ALIMA. Les interventions de cette structure dans le cadre de la nutrition sont orientées vers la promotion du bien être de la femme et de la l'enfant. C'est d'ailleurs dans cette logique que deux grands projets sont actuellement en cours d'exécution à Miriah et à Dakoro. L'objectif principal assigné à ces interventions est de réduire la situation de précarité de la population surtout la mortalité infantile qui continue à sévir dans les deux régions. Dr Sayadi Sani a également mis en exergue les différents volets de leurs interventions ainsi que les stratégies mises en application à Miriah et à Dakoro. Il s'agit entre autres : de la prise en charge des enfants malnutris, de la prise en charge des femmes et enfants victimes du paludisme, du volet mobilisation et sensibilisation communautaire, de la prise en charge hospitalière des cas pédiatriques au niveau des CSI pour ne citer que ceux-là.

Sur un tout autre plan, l'intervenant a mis l'accent sur les appuis que l'ONG BEFEN apporte à la population-cible. Mentionnons entre autres les appuis en médicaments, en ambulances et des séances de vaccination contre la rougeole. Pour ce qui est des moyens humains, BEFEN compte au total deux quatre vingt deux agents.

Enfin, Dr a bouclé son intervention en dégageant les perspectives de BEFEN. Ces perspectives s'articulent autour de la mise en place d'un accompagnement du système

de santé à travers la stratégie ABC ainsi qu'une orientation sur les activités de prévention.



Une vue des participants

Le quatrième exposé a été celui de l'ONG DIKO à travers son représentant, Mr Tari Bako Mahamane. DIKO est une structure qui s'est donnée pour vocation le renforcement des capacités de la population vulnérable. Ses activités en lien direct avec la question de la nutrition se focalisent surtout dans l'ouest du pays notamment à Niamey, à Dosso et à Tillabéry. Les activités en question peuvent être résumées aux aspects suivants : appuis aux enfants en difficulté scolaire ; aides aux femmes vulnérables, encadrements en terme de la sécurité alimentaire et pastorale, assainissement, assistance sociale et la sante de la reproduction.

Après avoir brossé les différentes approches de mise en œuvre des activités d'appui aux populations, Mr Tari Bako a entretenu l'auditoire sur quelques réalisations concrètes opérées suite à l'exécution de leur programme. Nous pouvons en ce sens mentionner la mise en place des infrastructures telles que les unités de production agroalimentaire, et des banques céréalières. Des formations techniques sur la conception des produits agroalimentaires, la pratique d'embouche des petits et grands ruminants.

La cinquième présentation a été faite par le président du RESEAU NIGERIEN DES JOURNALISTES POUR L'EAU, L'HYGIENE ET L'ASSAINISSEMENT (REJEA) Mr Ousmane Dambadji. Cette présentation concise s'est particulièrement focalisée sur l'implication dans la promotion des activités de la nutrition de la jeunesse en général et des journalistes en particulier. Pour le coordinateur du réseau des journalistes, la réussite des activités de la nutrition doit nécessairement passer une mobilisation effective et sans faille des médias, car selon ce dernier les médias sont un rôle de premier plan à jouer dans la question de la nutrition, en ce sens qu'il assure cumulativement la communication effective des activités entreprises et du plaidoyer.

Deux autres thématiques ont porté essentiellement sur la question de la nutrition : il s'agit de la thématique de nutrition et la multisectorialité animé par Dr Aboubacar

Mahamadou et celle animée par le représentant d'Alternative Espace Citoyen Mr Diori Ibrahim.

La présentation sur la multisectorialité a été centrée sur deux aspects principaux. Il s'est agi pour Dr Boubacar de mettre en exergue les conditions de possibilité d'une nutrition adéquate fondamentalement chez les mères et les enfants. Il a donc jugé nécessaire de rappeler les déterminants de la nutrition et leurs dimensions multisectorielles. Selon l'exposant, les critères fondamentaux qui soutiennent la nutrition sont de plusieurs ordres dont la consommation adéquate des aliments, les soins adéquats aux mères et aux enfants, les services de santé suffisants un niveau d'éducation et connaissances adéquats. De façon plus étendue on peut aussi mentionner les facteurs d'ordre humain, économique, culturel et politique.

C'est sans doute pourquoi l'exposant n'a pas manqué de souligner la nécessité pour l'Etat et les organisations du développement d'œuvrer sans relâche pour créer un environnement un environnement favorable à la nutrition, à travers des approches sensibles à la nutrition.

Mieux, le présentateur a passé en revue les activités au programme du SAN/DA au Niger (Stratégies-Alimentaire et Nutritionnelle et du Développement Agricole durable) Ces activités sont déclinées en quatre axes : 1.Accroissement et diversification des productions, 2. Approvisionnement régulier des marchés ruraux, 3. Amélioration de la résilience de la population face aux crises alimentaires, 4.Amélioration de l'état nutritionnel des nigériens.

L'exposé du représentant d'Alternative Espace citoyen a porté sur les enjeux de mobilisation des ressources en faveur de la nutrition. Cette thématique est d'une grande portée en ce sens que c'est de la mobilisation des ressources constitue la condition sine qua non sans laquelle une nutrition de qualité ne saurait être matérialisée. C'est du reste pour toutes ces raisons que présentateur n'a pas manqué de rappeler les conditions nutritionnelles précaires dans lesquelles végètent la population du Niger. Il a, de ce fait, mis un accent tout particulier sur la Fréquence des crises alimentaires de grande ampleur qui entraînent des conséquences néfastes dans les communautés avec un taux important de pauvreté des ménages une très forte croissance démographique (3,9%) ainsi qu'un faible taux de croissance agricole (2,5%);

Face à cette situation, l'Etat n'a pu assurer de façon significative son rôle régalien vis-à-vis du peuple. C'est ainsi qu'on remarque dans toute l'étendu du territoire un faible taux d'accès aux services essentiels (santé, éducation, alimentation, eau, hygiène et



assainissement), des politiques publiques instables, très peu participatives et peu centrées sur le droit à la

Certes, selon toujours le présentateur Mr Diiori, l'engagement de l'Etat du Niger sur la question de la nutrition se retrouve au niveau du titre II de la loi fondamentale traitant des droits et devoirs de la personne humaine. On remarque d'abord qu'il n'existe pas à proprement parler un budget spécifiquement nutrition. De plus, même si théoriquement l'Etat fait montre d'une volonté ferme de lutter pour une meilleure nutrition, il y a un manque crucial de traçabilité sur le terrain. La question de nutrition doit non seulement être abordée sous un angle multisectoriel, mais faut-il que la Direction de la Nutrition acquière plus d'autonomie plutôt que d'être inféodée à une autre institution.



Suite aux échanges enrichissants qui se sont succédé d'importantes recommandations ont été formulées :

**Recommandations :**

- œuvrer pour la mise en place et le renforcement d'une politique publique cohérente, inscrite dans la durée et élaborée sur les exigences de l'approche programmatique basée sur le droit,
- prendre en compte la nutrition dans les politiques sectorielles à travers : éducation alphabétisation, eau hygiène assainissement, les secteurs productifs, la finance, promotion de la femme, information-communication,

- impliquer de façon effective les acteurs concernés dans l'identification des problèmes au détriment des démarches élitistes qui visent à prioriser les théories des « experts »,
- respecter du principe de reddition des comptes et de la transparence,
- articuler les politiques publiques à la loi des finances